



CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

Une économie fragilisée, mais en voie de stabilisation ?

Au 4^{ème} trimestre 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'établit à 95,6, un niveau en deçà de sa moyenne de longue période (100), reflétant un contexte économique fragilisé. Le ralentissement de l'économie, qui était en cours depuis le début de l'année, s'est confirmé et même accentué au second semestre. L'ICA perd 8,5 points sur l'année. Les perturbations liées au mouvement social de lutte contre la vie chère ont amplifié une tendance déjà installée. Les prévisions des chefs d'entreprise pour le début d'année 2025 sont défavorables, mais pas davantage que le trimestre précédent, ce qui laisse augurer que le point bas pourrait être atteint.

Selon les chefs d'entreprise interrogés, le niveau d'activité, en recul depuis le début d'année, affiche une baisse plus marquée ce trimestre. La consommation des ménages, partiellement contrainte en raison du mouvement social, fléchit, et le marché du travail montre des signes de ralentissement, avec une hausse du nombre de demandeurs d'emploi.

Pour autant, le nombre de défaillances d'entreprises ne matérialise pas, pour l'heure, la dégradation de la conjoncture.

L'indicateur du climat des affaires reflète un contexte économique dégradé

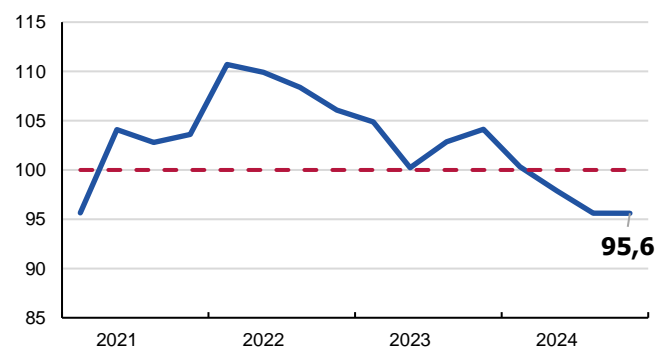
Au 4^{ème} trimestre 2024, l'ICA est stable par rapport au troisième trimestre à 95,6 points, mais recule de 8,5 points sur l'année. Il continue d'évoluer sensiblement en dessous de sa moyenne de longue période (100), signalant une conjoncture économique dégradée. Les chefs d'entreprise ont notamment déclaré une nouvelle baisse de l'activité ce trimestre (*cf. infra*).

Ces difficultés se reflètent également sur la trésorerie des entreprises avec une dégradation des délais de paiement et des charges d'exploitation.

Les soldes d'opinion sur les effectifs sont globalement stabilisés et n'ont pas d'impact significatif sur l'ICA ce trimestre. Les prévisions d'investissement contribuent à la stabilisation de l'ICA.

S'agissant des prix, le solde d'opinion se stabilise pour le deuxième trimestre consécutif. Cela tend à confirmer le ralentissement de la hausse des prix observé depuis plusieurs trimestres.

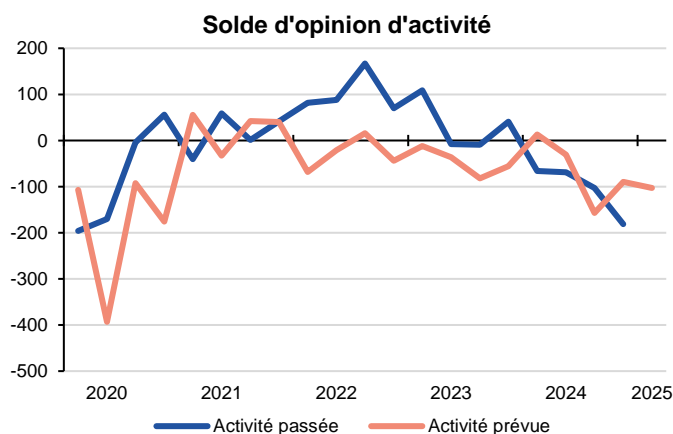
Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

L'activité des entreprises se détériore

Le ralentissement de l'économie et les conséquences du mouvement social se reflètent dans le niveau d'activité des entreprises, en baisse depuis le début d'année. Selon les chefs d'entreprise, cette baisse s'est accentuée au troisième trimestre et de nouveau au dernier trimestre. Le solde d'opinion relatif à l'activité passée est à son niveau le plus bas depuis la crise sanitaire. Les prévisions pour 2025 restent dégradées.



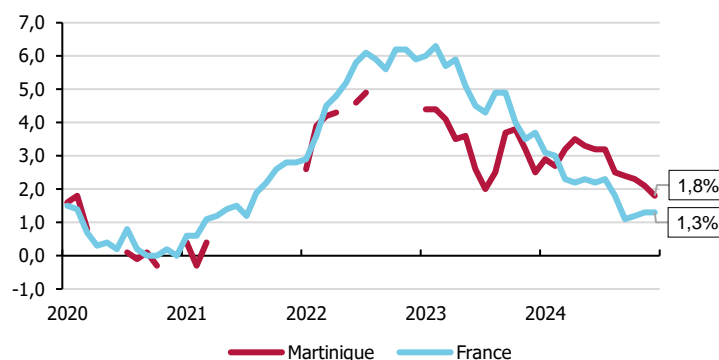
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Le repli de l'inflation se poursuit

L'inflation poursuit son repli avec un indice des prix qui progresse de 0,4 % entre fin septembre et fin décembre 2024. Les prix de l'alimentation sont en hausse de 0,3 % et les services de 1,6 %, alors que les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont en baisse respectivement de 1,3 % et de 0,5 %.

En glissement annuel, les prix à la consommation augmentent de 1,8 % en décembre (+1,3 % pour la France entière), contre 2,4 % à fin septembre. Les prix progressent de 2,1 % pour l'alimentation, de 0,9 % pour les produits manufacturés, de 2,3 % pour l'énergie, et de 2,3 % également pour les services.

Évolution en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation

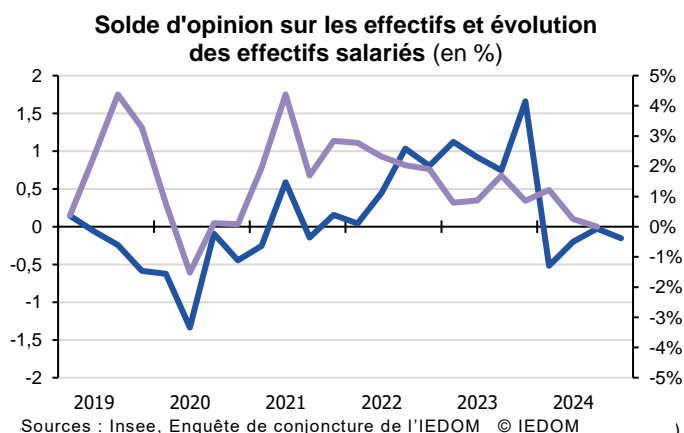


Source : Insee © IEDOM

Le marché de l'emploi montre des signes de fragilisation

Au quatrième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) progresse de 1,0 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Il ressort à 42 140 (CVS). Cette hausse concerne principalement les femmes (+1,2 %, CVS) et les moins de 25 ans (+3,8 %, CVS). Le solde d'opinion sur l'emploi extrait de l'enquête s'est stabilisé en fin d'année après une forte baisse début 2024.

Au troisième trimestre 2024, les effectifs salariés étaient stables par rapport au deuxième trimestre.



Sources : Insee, Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

La consommation des ménages ralentit

Au quatrième trimestre 2024, les conséquences de la mobilisation contre la vie chère (couvre-feux, difficultés de circulation) pèsent sur la consommation des ménages. Les recettes de TVA et les recettes d'octroi de mer sont en baisse sur le trimestre (-2,6 % et -2,0 %, CVS, respectivement) et sur un an (-3,9 % et -2,1 %, respectivement).

Le solde d'opinion sur le niveau d'activité dans le secteur du commerce continue de se dégrader au quatrième trimestre, et ce malgré les fêtes de fin d'année.

En revanche, les importations de biens de consommation durables et non durables sont en légère progression sur le trimestre (+0,5 %, CVS, et +0,9 %, CVS, respectivement) et les ventes de véhicules aux particuliers progressent légèrement (+0,4 %, CVS).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages ne semblent pas évoluer défavorablement ce trimestre. Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement est en baisse ce trimestre (-7,4 %), mais est en hausse tendancielle depuis le début de l'année

La dynamique d'investissement se maintient

Plus de la moitié (61 %) des entreprises prévoient d'investir dans les douze prochains mois selon l'enquête de conjoncture, avec de fortes disparités selon les secteurs. Les prévisions d'investissement sont bien orientées dans les secteurs agricole et des industries agroalimentaires, des autres industries, et de l'hôtellerie/tourisme. Elles sont en revanche moins bien orientées dans les secteurs du BTP et du commerce.

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en forte baisse (-53,3 %, CVS, sur le trimestre, et -61,3 % sur un an). Les importations de biens d'investissement sont en hausse de 3,8 %, CVS, sur le trimestre.

10 % des chefs d'entreprise interrogés craignent une défaillance de leur entreprise dans les douze prochains mois, contre 8 % un an auparavant.

Hors produits pétroliers, le déficit commercial se creuse

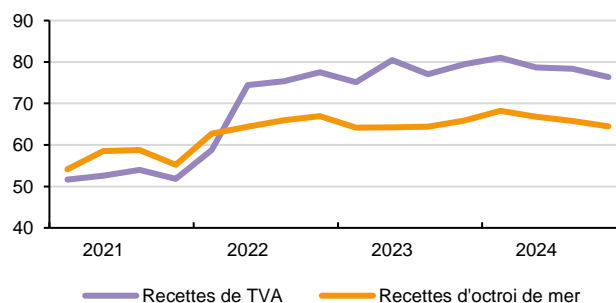
Au quatrième trimestre, les importations hors produits pétroliers progressent de 1,9 % (CVS). Cela s'explique par la hausse des importations de matériels de transport (+2,8 %, CVS), des autres produits industriels (+1,1 %, CVS) et des produits agroalimentaires (+1,8 %, CVS). Les exportations hors produits pétroliers sont en recul de 4,7 % (CVS), en raison notamment de la baisse des exportations de produits agricoles (-5,1 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-1,3 %, CVS). Les exportations de rhum (-0,6 %, CVS) et de bananes (-4,8 %, CVS) sont en baisse. En conséquence, le déficit commercial hors produits pétroliers se creuse (+2,5 %, CVS).

Les exportations de produits pétroliers progressent de 15,7 % (CVS) et les importations de produits pétroliers de 30,9 % (CVS). Le solde, déjà négatif, se creuse de 36,9 % (CVS). Par rapport au troisième trimestre, le prix moyen du baril de Brent est en baisse (74,6 \$, soit -6,6 %).

De fait, le déficit commercial se creuse de 7,0 % (CVS) par rapport au 3^{ème} trimestre 2024. Les exportations

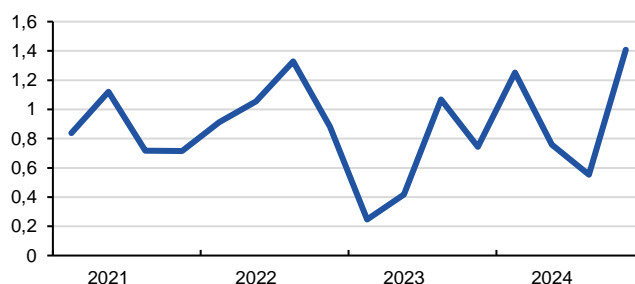
(+13,0 %). Les incidents sur chèques (-4,8 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-4,0 %), et les incidents de paiements (-0,6 % mais en hausse de 3,6 % sur un an) sont en baisse. En revanche, les retraits de carte bancaire (+1,0 %) sont en légère hausse.

Recettes de TVA et d'octroi de mer (en millions d'euros, CVS)



Sources : DRFIP, Douanes © IEDOM

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

totales sont en hausse de 4,2 % (CVS) et les importations totales progressent de 7,4 % (CVS).

En 2024, le déficit commercial de la Martinique se maintient à 2,9 milliards d'euros. Sur l'année, la baisse des exportations compense la baisse des importations.

Échanges extérieurs (hors services) (CVS, en millions d'euros)

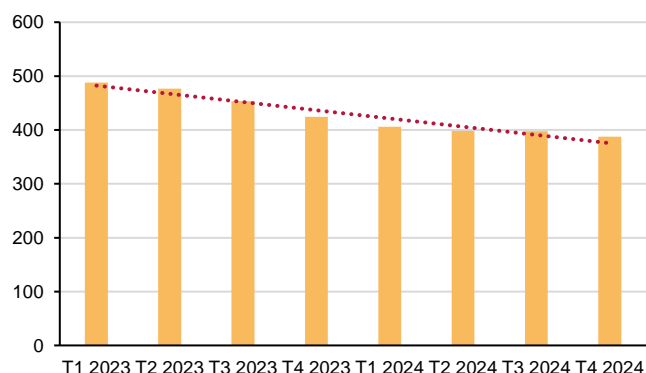


Source : Douanes © IEDOM

L'activité est en baisse dans tous les secteurs, excepté le tourisme

Dans le secteur **agricole et des industries agroalimentaires**, l'activité fléchit encore au 4^{ème} trimestre, après plusieurs trimestres de baisse. Le volume total d'abattage (-2,5 %, CVS), les exportations de produits agricoles (-5,1 %, CVS) et les exportations de produits agroalimentaires (-1,3 %, CVS) sont en baisse. Les charges d'exploitation ainsi que les soldes d'opinion sur la liquidité des entreprises (trésorerie, délais de paiement) du secteur se dégradent. Le solde d'opinion sur les effectifs est mal orienté, mais la tendance pourrait s'améliorer au premier trimestre 2025. Les prévisions d'investissement sont en revanche bien orientées.

Abattage total (en tonnes, CVS)



Source : Abattoirs de Martinique © IEDOM

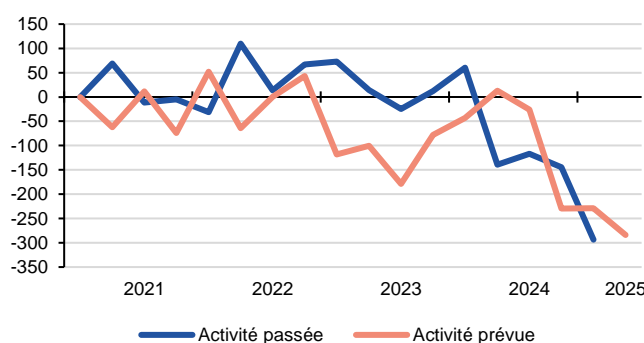
La baisse d'activité est également marquée dans le secteur du **BTP**, et les prévisions pour le début d'année 2025 sont assez pessimistes. En cumul sur 12 mois, le nombre de logements autorisés ressort à 2 100 en décembre 2024, contre 2 200 en décembre 2023, soit une baisse de 4,5 %, et le nombre de logements commencés à 1 400 en décembre 2024, contre 2 000 en décembre 2023, soit une baisse de 30 %. Les ventes de ciment reculent de 2,5 % (CVS) par rapport au troisième trimestre. Les charges d'exploitation et les trésoreries, qui avaient connu une timide amélioration le trimestre précédent, se dégradent de nouveau ce trimestre, et le solde d'opinion sur les délais de paiement demeure négatif. Les soldes d'opinion sur les effectifs et sur les intentions d'investir sont également orientés à la baisse.

Concernant les **autres industries**, les chefs d'entreprise attestent aussi d'une baisse d'activité et de perspectives moroses pour le début d'année 2025. Les charges d'exploitation et les trésoreries se dégradent encore légèrement ce trimestre, mais moins que les trimestres précédents. Les effectifs se sont resserrés en fin d'année et la tendance pourrait se poursuivre en début d'année prochaine.

Les entreprises du **commerce** font état d'une forte baisse d'activité en fin d'année, après déjà plusieurs trimestres défavorables. Les soldes d'opinion sont en net recul, reflet d'un dernier trimestre difficile pour les entreprises du secteur. Le niveau des trésoreries se dégrade fortement, tout comme celui des charges d'exploitation, et le solde d'opinion sur les délais de paiement est également mal orienté. Les effectifs sont stables, mais

les prévisions sont défavorables. La dynamique d'investissement est atone.

Solde d'opinion d'activité des entreprises du commerce

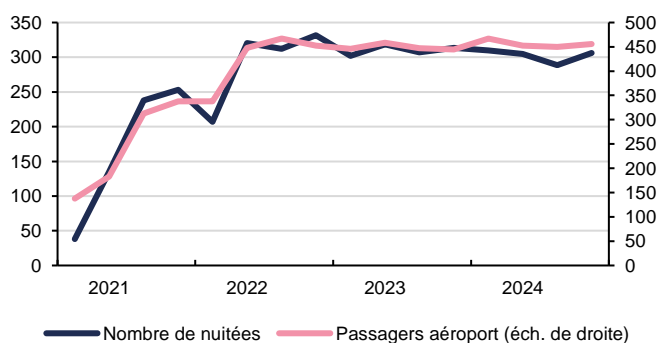


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Le secteur **des services aux entreprises** est également concerné par une baisse d'activité en fin d'année. Les charges d'exploitation et les trésoreries se dégradent. En revanche, les effectifs seraient en progression et les entreprises prévoiraient d'investir dans les douze prochains mois. Après le fléchissement observé les trimestres précédents, les prévisions d'investissement sont de nouveau bien orientées.

Enfin, dans le secteur du **tourisme**, l'activité est stable en fin d'année et les chefs d'entreprise du secteur semblent optimistes pour le début d'année 2025. Le nombre de nuitées hôtelières est en hausse de 6 % (CVS) et le nombre de passagers à l'aéroport de 1,3 % (CVS). La majorité des soldes d'opinion évoluent favorablement (charges d'exploitation, trésoreries, délais de paiement). Toutefois, les effectifs se seraient resserrés en fin d'année. Les prévisions d'investissement des entreprises du secteur sont bien orientées. Le bilan de l'année 2024 est mitigé dans l'ensemble pour le secteur du tourisme. Bien que le nombre de passagers à l'aéroport soit en hausse de 1,7 % par rapport à 2023, le nombre de nuitées est en baisse de 2,7 % sur l'année.

Nuitées dans l'hôtellerie et passagers à l'aéroport (CVS, en milliers)



Sources : Insee, SAMAC © IEDOM

Quels impacts du mouvement social sur les entreprises martiniquaises ?

Afin de mesurer les impacts du mouvement social sur le tissu économique martiniquais, quatre questions ont été ajoutées au questionnaire portant sur le quatrième trimestre 2024.

Des dégradations pour près d'un quart des chefs d'entreprise

Près d'un quart des chefs d'entreprise font état de dégradations (destructions, vols) dans l'enquête de conjoncture. Ces dégradations ont un impact sur l'économie du territoire : perte d'activité, conséquences sur l'emploi, et peuvent à plus long terme avoir des répercussions sur l'attractivité sur territoire (cf. *infra*). Les entreprises victimes de dégradations sont proportionnellement plus nombreuses dans les secteurs du commerce et des services.

Des difficultés de circulation et une baisse de la demande pour une majorité d'entreprises

L'impact du mouvement social se fait également ressentir sur les difficultés de circulation en raison des différents points de blocage sur le territoire. Ainsi, plus de 7 entreprises sur 10 ont fait état de difficultés dans les déplacements liés à l'activité. Ces difficultés de déplacement concernent également les salariés pour se rendre sur leur lieu de travail (pour plus de 6 entreprises sur 10).

Les déplacements contraints et l'impact du climat social sur le moral des ménages peuvent expliquer la baisse de la demande constatée par près de 6 entreprises sur 10. Le recul des indicateurs collectés sur la consommation des ménages tend à confirmer ce diagnostic (baisse des recettes de TVA ce trimestre).

Quel(s) accompagnement(s) sollicité(s) par les entreprises ?

Un peu plus d'un chef d'entreprise sur deux déclare pouvoir faire face aux conséquences du mouvement social sans accompagnement.

La baisse d'activité constatée et les dégradations peuvent avoir des répercussions sur la trésorerie des entreprises. Ainsi, pour une entreprise sur cinq, des solutions pour renforcer la trésorerie vont être nécessaires (soutien de trésorerie ou différé d'échéances).

Enfin près d'une entreprise sur dix souhaite bénéficier des dispositifs de travail partiel. Ces demandes peuvent être dues aux destructions de l'outil commercial ou liées aux difficultés de déplacements des salariés (notamment dans le secteur du BTP).

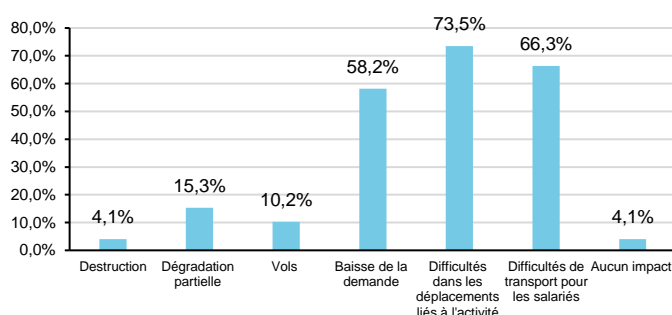
Un impact potentiellement durable sur l'attractivité du territoire

Comme indiqué, ces événements ont un impact sur la conjoncture économique, mais pourraient également avoir une incidence à plus long terme sur l'attractivité et les projets de développement des entreprises sur le territoire.

Une majorité d'entreprises interrogées (55 %) estiment que les événements survenus en marge du mouvement contre la « vie chère » modifient, au moins partiellement, leur stratégie de développement à court / moyen terme.

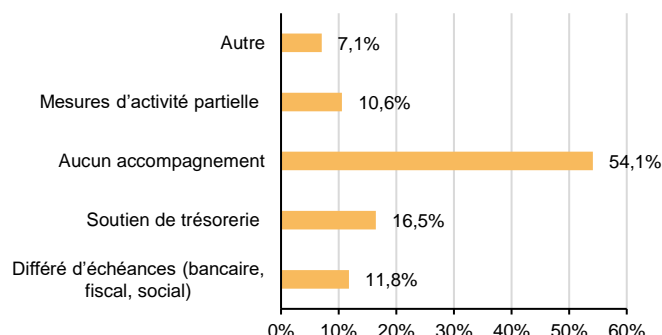
Pour 14 % des entreprises sondées, ces événements remettent totalement en question leur stratégie de développement pour les prochaines années.

Dans quelle mesure votre entreprise a été impactée par le mouvement social ?



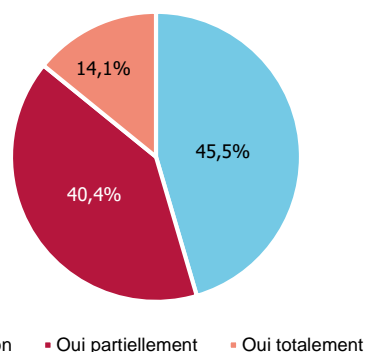
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Quel type d'accompagnement envisagez-vous de solliciter pour faire face à cette situation ?



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Est-ce que ces événements sont de nature à modifier votre stratégie de développement à 3-5 ans ?



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

Les pays de la Caraïbe proches de vaincre l'inflation

En 2024, la plupart des pays de la Caraïbe devraient s'approcher de leur cible d'inflation. En excluant le Guyana, le taux de croissance de la région devrait quant à lui avoisiner les 2,6 % selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

En **République dominicaine**, le taux de croissance devrait atteindre 5,1 % en 2024, grâce à un assouplissement monétaire, à une augmentation des investissements publics et à un afflux record de touristes. Le niveau d'inflation devrait être conforme à son objectif de 4 % (± 1 %). Soutenues par des politiques solides, les perspectives sont favorables.

En **Jamaïque**, les perspectives à court terme pour l'économie sont négatives, principalement en raison de l'impact défavorable de l'ouragan Beryl sur les activités de production, notamment dans l'industrie de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche dont les pertes s'élèveraient à 10 milliards de dollars. Dans ce contexte, pour la période de juillet à septembre 2024, il est prévu que l'économie se contracte dans une fourchette comprise entre -0,1 % et -1,0 %.

À **Sainte-Lucie**, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,7 % en 2024, soutenue par l'essor du tourisme et la reprise de l'activité de construction, avant de ralentir à 1,5 % à moyen terme. Le taux de chômage global ainsi que le chômage des jeunes ont atteint leur niveau le plus bas depuis une décennie. Après avoir atteint un pic en 2022, l'inflation devrait reculer à environ 1,3 % en 2024, portée par la baisse des coûts des services publics et du prix des denrées alimentaires.

S'agissant de **Trinité-et-Tobago**, la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre +1,9 % en 2024 selon les estimations du ministère des Finances. L'inflation globale annuelle est restée stable et inférieure à 1 % au cours des huit premiers mois de 2024, enregistrant son taux le plus bas en janvier et en juillet 2024 à 0,3 %.

Enfin, l'économie **barbadienne** a enregistré une croissance de 3,9 % entre janvier et septembre 2024 par rapport à la même période en 2023, soutenue par le tourisme, les services aux entreprises et la construction. Dans ce contexte, les conditions du marché du travail se sont améliorées, l'inflation a continué de ralentir et la position extérieure du pays s'est renforcée.

Sources : Gouvernement de Trinité-et-Tobago, FMI, The Planning Institute of Jamaica, Banque mondiale

La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompé. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. CROISSANDEAU ■ Responsable de la rédaction : A. BOILEAU

Rédaction : A. CARIOU